

DE LA SOCIÉTÉ DU DON
À LA SOCIÉTÉ DE L'ARGENT

PETITE GÉNÉALOGIE DE LA BANQUE :
AU DÉBUT ÉTAIT LE DON

D'abord tout commence par la société du don. Du don et du contre-don, de l'échange, où la notion de prêt intéressé – à l'opposé du prêt pour le prestige : « je donne donc je suis » – est inconcevable.

Ce sont les sociétés dites « primitives », avec leur fonctionnement découvert par Robert Harry Lowie (le *potlatch*, l'échange symbolique non utilitaire) étudiées par Marcel Mauss, et qui rend toute logique libérale impensable.

Des sociétés qui ont fonctionné partout, pendant des millénaires, dont Pierre Clastres nous fait l'éloge à travers son observation des indiens d'Amérique, « ces perdants magnifiques » qui vivaient encore sur ce principe il y a un siècle et demi. Sociétés dont Jean-Claude Michéa fait remarquer qu'elles sont les seules durables, quand la société dite « libérale », fondée sur le principe inverse – le prêt à intérêt de l'individu égoïste – n'existe, au mieux, que depuis deux siècles et a généré, fort logiquement, plus de violence et d'instabilité qu'aucune autre organisation sociale avant elle...

Il faut ensuite comprendre comment les sociétés humaines ont pu passer du don pour le prestige au prêt pour l'intérêt. De l'élégance à la laideur, de la noblesse à l'usure.

Sans doute le développement inéluctable des forces productives, dû à l'homo sapiens et à l'homo faber – au génie inventif et technicien de l'homme – a-t-il permis à l'humanité de passer progressivement d'une société de la stricte survie – on mange tout ce qu'on produit – à la société de production d'excédents. Excédents d'artefacts : agriculture (et non plus cueillette) objets manufacturés (outils, poteries...) que l'on peut dès lors échanger sur un marché, pour raisons utilitaires, soit le début du commerce.

Des échanges qui s'amplifient et se généralisent et qui, après la phase première du troc, amènent nécessairement l'idée pratique d'un moyen abstrait et polyvalent d'échange généralisé : la monnaie.

Et qui dit monnaie dit argent : idée d'accumulation de richesses pour la richesse. Une accumulation qui peut, dès lors, sur un champ social lui-même modifié et déspiritualisé par ce processus, venir concurrencer le prestige du don et finir, fatalement, par le remplacer.

Une prise de pouvoir par l'argent contre le prestige de l'autorité fort bien montrée, par exemple, dans le très beau film sur la fin d'une certaine aristocratie indienne – d'Inde cette fois : *Le Salon du musique* de Satyajit Ray.

DE L'ARGENT À L'IDÉE DU PRÊT

L'argent accumulé, né de l'échange marchand, amène nécessairement à son tour l'idée du prêt. Et dans une société marchande d'accumulation, plus du prêt gratuit pour le prestige et le plaisir de l'échange, où la domination symbolique provient de l'élégance et de la magnanimité du prêteur (mécanisme toujours vivace dans la sphère intime et privé, quand deux mâles s'affrontent pour le prestige de payer l'addition au restaurant), mais du prêt pour la domination matérielle par l'argent; soit le pouvoir vil au-dessus du prestige...

LE PRÊT À INTÉRÊT INTERDIT MAIS AUTORISÉ À LA MARGE

Encore un pied dans les sociétés traditionnelles de la noblesse et du don, les sociétés à la fois marchandes, mais toujours religieuses – soit, par exemple, nos monarchies chrétiennes du Moyen Âge – ont encore la conscience que le prestige social, pour que la société demeure à l'image de Dieu, doit venir de la noblesse d'attitude et d'âme.

Ainsi interdisent-elles, pour raison religieuse, c'est-à-dire spirituelle et morale, le prêt à intérêt...

Mais comme le développement du commerce et des échanges à cette même période – disons à partir du XIII^e siècle – rend aussi le prêt nécessaire à son développement, et qu'il ne peut plus y avoir, dans une société de commerce et d'argent, de prêt sans intérêt – le prêt d'argent sans intérêt n'ayant littéralement « aucun intérêt » – l'Église, à la fois

spirituelle et pratique, c'est à dire sociale, autorise ce prêt, mais à la marge.

Elle confie donc cette pratique à la fois ignoble et nécessaire – tout à la fois sociale matériellement et antisociale spirituellement – à une caste maudite, maintenue hors de la société de Dieu, par qui circulera l'argent, mais à qui on se gardera bien, pour qu'elle ne vienne pas menacer, avec son accumulation de profit, l'ordre social fondé sur le prestige et la dépense, de lui octroyer aucun droit politique.

Ainsi existera-t-il, pendant quelques siècles, une société double, l'une officielle, prestigieuse et somptuaire, ayant le pouvoir par la noblesse et la terre, mais s'appuyant en douce sur une caste cachée, officieuse et maudite, accumulant progressivement dans l'humiliation la richesse de l'usure; énorme moyen par ailleurs de corruption et de domination.

Et c'est par cet acide matériel de la tentation, rongé de plus en plus la société spirituelle, qu'arrivera fatalement le moment de la destruction du Prince, par l'abolition des privilèges héréditaires de la noblesse et l'égalité citoyenne. Égalité citoyenne ratifiant dans les faits le pouvoir exclusif de l'argent, et par laquelle la Banque, peu à peu, prendra les pleins pouvoirs.

Ce moment étant précisément celui de la Révolution française où Robespierre tue le roi, puis la Banque tue Robespierre. Soit une révolution, au-delà de l'habillage formel égalitaire, aux motivations cachées parfaitement antisociales et antipopulaires...

LE PRÊT AUTORISÉ CHEZ LES CHRÉTIENS

Mais les choses ne sont évidemment pas si linéaires.

Parallèlement à ce système d'interdit autorisé à la marge par les sociétés très chrétiennes, se développent d'autres métastases et d'autres logiques de la Banque.

Ce sera par exemple la Renaissance italienne avec ses papes banquiers, oxymore théologiquement hérétique qui, notamment avec les Borgia, portera durablement atteinte à la respectabilité de la catholicité et entraînera, en partie, la Réforme.

Soit le protestantisme sous sa forme spiritualiste et populaire de retour à la pureté originelle chrétienne. Jésus étant par excellence l'incarnation occidentale du don et de l'ordre social par l'échange désintéressé.

Ce sera, autre réponse mais inverse, la modification théologique de la Réforme, comprise cette fois comme adaptation des valeurs chrétiennes à la société du commerce et de l'intérêt.

Soit le protestantisme, non pas comme refus du papisme décadent et ostentatoire – ce qu'il fut aussi – mais le protestantisme tel que le définit Max Weber, comme éthique du capitalisme naissant où le bourgeois, encore religieux, accumule la richesse et ne s'enrichit pas encore pour lui-même, mais pour la plus grande gloire de Dieu.

LA LOGIQUE VICTOIRE DE LA RÉFORME PROTESTANTE SUR LA TRANSGRESSION CATHOLIQUE, OU DE VENISE À LA CITY

La solution protestante, adaptant la théologie à la pratique plutôt que de la bafouer outrageusement comme les papes banquiers catholiques, triomphera logiquement dans le temps.

Ainsi, la banque chrétienne, initialement catholique et italienne, sombrera dans le crime familial et l'épopée tragique, tandis que l'industrielle pratique protestante et bourgeoise triomphera pour devenir monde, d'abord dans le monde réformé allemand, puis dans le monde occidental tout entier, via le puritanisme anglo-saxon.

Nous en sommes d'ailleurs toujours là aujourd'hui, où deux principes bancaires coexistent en Occident, l'un protestant et de forme plutôt ascétique et entrepreneurial; l'autre plus difficilement nommable et plus spéculatif. Principes tantôt alliés, tantôt concurrents...

JONCTION DE LA BANQUE ET DE LA COURONNE D'ANGLETERRE : NAISSANCE DE L'EMPIRE

Deux principes contraires qui, alliés, produisent d'évidence un énorme saut qualitatif.

Ce sera l'alliance de la noblesse et de la banque historiquement effectuée, cette fois, par la couronne d'Angleterre. Alliance et saut qualitatif que nous pouvons poser, au sens où nous l'entendons, comme acte de naissance de l'Empire.

Alliance de la Couronne et de la Banque qui pro-

duira un pouvoir de domination sur le monde sans commune mesure avec les expériences précédentes, italiennes ou germaniques. La force de modification sur la marche du monde de la Compagnie des Indes orientales allant très au-delà de la théologie réformée et de l'épopée familiale des Borgia...

Un pouvoir impérial qui s'amplifiera encore, nous le verrons, en passant de la Couronne et de la City, à Wall Street et aux États-Unis d'Amérique comme l'évoque souvent, de façon obscure et contradictoire, le populiste américain Lyndon LaRouche...

BANQUE ET POUVOIR POLITIQUE, LA PROGRESSIVE INVERSION DU RAPPORT DE FORCE

Dans le système monarchique catholique, la banque se trouve donc à côté du pouvoir, tenue en respect. Brutalement remise à sa place parfois, comme sous le règne de Saint Louis, mais le déstabilisant parfois aussi, comme à la fin du règne de Louis XVI.

Avec le système monarchique puritain anglais, au contraire, la banque partage le pouvoir, donnant à cette alliance a priori contre nature, une stabilité et une puissance inégalées.

Un pouvoir décuplé pour le Prince, mais aussi un risque de voir s'inverser le rapport de force. Un rapport de force établi par le pouvoir régalien – d'abord aux mains du Prince – de battre monnaie. Le contrôle de la monnaie étant, dans un monde de moins en moins terrien et de plus en plus capitaliste, la clef de la domination économique et politique à travers la politique des banques centrales.

Dès lors le travail de la Banque, à l'intérieur de ce pouvoir partagé et non visible au commun des mortels, sera d'inverser le rapport de force, notamment en s'efforçant de prendre le contrôle de la monnaie. Une prise de pouvoir historiquement ratifiée par la privatisation des banques centrales.

Une prise de pouvoir nommée par les médias complices «indépendance», pour signifier qu'elles sont parvenues à échapper, en fin de course, au pouvoir régalien du Prince; soit à tout pouvoir et à tout contrôle politique...

ABSTRACTION ET LOGIQUE ASOCIALE DE LA BANQUE

La Banque s'émancipant progressivement de tout pouvoir politique pour devenir, en réalité, le pouvoir politique caché s'exerçant à travers la politique des banques centrales (masse monétaire, taux d'intérêt...), la Banque se libère aussi logiquement de tout frein social.

La responsabilité de tenir compte des effets sociaux et humains des politiques bancaires (spéculation, désindustrialisation, délocalisation, chômage...) incombant toujours, officiellement et médiatiquement, au Prince et aux représentants politiques.

Un processus de domination des banques, de leur vision abstraite et asociale du monde de l'échange qui explique, à lui seul, la violence sociale et l'inégalité sociale aggravée qui accompagne paradoxalement l'accroissement des richesses, ainsi que l'impuissance croissante des politiques, en réalité sans pouvoir, à résoudre la Crise.